



**Conseil Économique  
et Social**

Distr.  
GÉNÉRALE

EB.AIR/WG.1/2001/4  
18 mai 2001

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

---

**COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE**

**ORGANE EXÉCUTIF DE LA CONVENTION  
SUR LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE  
TRANSFRONTIÈRE À LONGUE DISTANCE**

Groupe de travail des effets  
(Vingtième session, Genève, 29-31 août 2001)  
Point 5 *a* de l'ordre du jour provisoire

**PROJET DE STRATÉGIE À LONG TERME POUR LES ACTIVITÉS  
RELATIVES AUX EFFETS**

Note établie par le Bureau du Groupe de travail des effets  
en collaboration avec le secrétariat

Historique

1. À sa dix-huitième session, l'Organe exécutif de la Convention a invité le Groupe de travail des effets et son Bureau à étudier la possibilité d'élaborer une stratégie à long terme pour les activités relatives aux effets (ECE/EB.AIR/71, par. 58 *d*). Le Bureau est convenu, à sa réunion du 12 au 14 février 2001, que le projet d'une stratégie à long terme devrait être élaboré sur la base du document approuvé concernant l'évolution future des activités relatives aux effets (EB.AIR/WG.1/2000/4). Il en a établi les grandes lignes, étant entendu que son projet, préparé en étroite collaboration avec le Bureau élargi, serait soumis pour examen au Groupe de travail des effets à sa vingtième session.

Les documents établis sous les auspices ou à la demande de l'Organe exécutif de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance aux fins d'une distribution GÉNÉRALE doivent être considérés comme provisoires tant qu'ils n'ont pas été APPROUVÉS par l'Organe exécutif.

## I. INTRODUCTION

2. L'Organe exécutif est convenu que, dès l'adoption du Protocole relatif à la réduction de l'acidification, de l'eutrophisation et de l'ozone troposphérique, il se consacrerait en priorité i) à l'examen et à l'élargissement des protocoles en vigueur; et ii) à la mise en œuvre des accords en vigueur et au contrôle du respect de leurs dispositions. Il a aussi défini ses principales activités futures: i) surveillance et modélisation atmosphériques; ii) évaluation des effets de la pollution atmosphérique; et iii) évaluation intégrée, y compris l'établissement de modèles et l'évaluation des avantages économiques.

3. À sa dix-septième session, l'Organe exécutif a adopté la décision 1999/2 concernant la structure et l'organisation des travaux et prenant effet au 1<sup>er</sup> janvier 2000 (ECE/EB.AIR/68, annexe III). Il a été décidé que le Groupe de travail des effets resterait inchangé et continuerait ainsi d'assurer la coordination des activités relatives aux effets. Il fournirait les éléments scientifiques de base nécessaires à l'examen des effets, notamment en ce qui concerne la remise en état de l'environnement et le rétablissement de la santé consécutifs aux réductions des émissions prévues dans les protocoles, et procéderait à des évaluations des dommages et des avantages. Il appellerait également l'attention de l'Organe exécutif sur toute nouvelle menace causée par la pollution atmosphérique, ou sur toute modifications des menaces déjà connues, dont il estimerait qu'elles peuvent nécessiter une intervention des pouvoirs publics.

4. Le mandat du Groupe de travail des effets, tel qu'il a été adopté (ECE/EB.AIR/68, annexe III, appendice IV), décrit les principales tâches de ce dernier:

a) À la demande de l'Organe exécutif, et pour assurer une application efficace de la Convention, le Groupe de travail des effets recueille, puis évalue et complète des renseignements sur:

- i) La situation actuelle et l'évolution à long terme de l'importance et de l'étendue géographique des effets de la pollution atmosphérique, en particulier de ses effets transfrontières à longue distance;
- ii) Les relations dose-réponse pour les polluants atmosphériques convenus;
- iii) Les charges, les niveaux et les limites critiques pour les polluants atmosphériques convenus;
- iv) Les dommages et les avantages, en tant que paramètres pour la mise au point des stratégies visant à réduire la pollution atmosphérique.

b) Dans ses travaux, le Groupe de travail des effets s'attache à:

- i) Évaluer les résultats et l'efficacité de l'application des protocoles à la Convention en vigueur;
- ii) Déterminer quels sont les secteurs, écosystèmes et récepteurs les plus menacés ainsi que l'ampleur des effets de la pollution atmosphérique sur la santé, les écosystèmes terrestres et aquatiques et les matériaux;

- iii) Fournir les données scientifiques nécessaires pour examiner les protocoles et en poursuivre le développement.

c) Le Groupe de travail des effets collabore étroitement avec les autres organes subsidiaires de l'Organe exécutif ainsi qu'avec les autres organisations compétentes et fournit des renseignements pour des activités scientifiques du même ordre ne relevant pas de la Convention ainsi que pour des actions menées en commun avec d'autres organes et organisations;

d) Le Bureau du Groupe de travail des effets entreprend la planification détaillée, la coordination et l'évaluation des activités définies dans le plan de travail pour l'application de la Convention et menées par ses groupes subsidiaires, et il établit les rapports correspondants.

5. L'Organe exécutif a également souligné:

a) La nécessité de planifier à plus long terme les activités relatives aux effets, qui devraient comprendre notamment les volets suivants: effets des particules sur la santé, études sur les métaux lourds et les polluants organiques persistants (POP) et incidences de la pollution atmosphérique sur le patrimoine culturel;

b) L'importance de la surveillance et de la modélisation dynamique du processus de régénération de l'environnement;

c) La nécessité d'évaluer de façon suivie les dommages effectifs observés dans l'environnement;

d) Le fait qu'il était important d'entreprendre de nouvelles études sur les incertitudes;

e) La nécessité d'établir une collaboration encore plus étroite avec d'autres organes dans le cadre de la Convention, en particulier avec l'Organe directeur de l'EMEP; et

f) Le fait qu'il était essentiel de mettre en place un mécanisme stable de financement à long terme.

6. L'atelier sur les éléments de futures stratégies régionales de lutte contre la pollution atmosphérique, qui s'est tenu à Saltsjöbaden (Suède) du 10 au 12 avril 2000, a porté sur les problèmes environnementaux liés aux émissions des principaux polluants atmosphériques. En se fondant sur un examen détaillé des thèmes ci-après: i) les éléments moteurs de la lutte contre la pollution atmosphérique pour les 5 à 15 années à venir; ii) les avantages et les inconvénients des concepts actuels et des résultats obtenus à ce jour; iii) les autres concepts et méthodes; iv) les autres mesures de politique générale influençant les stratégies régionales de lutte contre la pollution atmosphérique; et v) les besoins dans le domaine scientifique et l'intensification de la collaboration en matière de recherche-développement scientifique, les participants ont établi une liste de conclusions et de recommandations devant permettre l'amélioration des connaissances scientifiques en vue d'apporter un soutien aux futurs travaux concernant la stratégie à suivre (voir le rapport de l'atelier paru sous la cote EB.AIR/WG.1/2000/14, et la décision prise par l'Organe exécutif à sa dix-huitième session, publiée dans le document ECE/EB.AIR/71, par. 69 b).

7. Certaines conclusions et recommandations intéressent directement les activités du Groupe de travail des effets. Des besoins scientifiques se font sentir dans de nombreux domaines, mais l'atelier a retenu ceux qui suivent, jugés particulièrement importants:

- a) Connaissance scientifique du transport à longue distance des polluants et des effets des particules;
- b) Élaboration d'indicateurs de l'environnement;
- c) Mise au point de méthodes d'observation des modifications de l'environnement;
- d) Mise au point de méthodes d'évaluation des risques pour la santé et l'environnement;
- e) Compréhension et modélisation dynamique des modifications de l'environnement (cycle de l'azote, changements climatiques) ainsi que de la dynamique de l'impact sur l'environnement et de la régénération de l'environnement, notamment sous l'effet de la diminution des expositions et des charges;
- f) Compréhension des relations déterminantes qui existent entre les modifications aux niveaux local, régional et planétaire;
- g) Compréhension du transport intercontinental et hémisphérique des polluants atmosphériques;
- h) Mise au point et application de méthodes permettant d'analyser les incertitudes et de valider les modèles, les données et les hypothèses sur lesquels reposent les stratégies;
- i) Mise au point de méthodes permettant d'évaluer l'efficacité des politiques, parmi lesquelles l'analyse coûts-avantages.

8. Le projet de stratégie à long terme pour les activités relatives aux effets (jusqu'en 2010) tient compte des décisions de l'Organe exécutif et du Groupe de travail des effets, des conclusions et des recommandations de l'atelier de Saltsjöbaden, des activités internationales menées en Europe, en Amérique du Nord et à plus grande échelle (mondiale), et notamment des dispositions pertinentes de la Convention de 1979 sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance et de ses protocoles concernant les obligations qui incombent aux Parties de communiquer et d'échanger les informations, ainsi que de collaborer en matière de recherche-développement et de surveillance. Au cours de son élaboration, il a aussi été tenu compte de la Convention de 1998 sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement (et en particulier de ses dispositions concernant l'accès à l'information sur l'environnement, et le rassemblement et la diffusion de cette information).

## II. OBJECTIFS DES ACTIVITÉS RELATIVES AUX EFFETS

9. Les activités relatives aux effets, qui visent à favoriser l'application de la Convention et de ses protocoles, doivent permettre:

- a) De surveiller la situation actuelle, de produire et de recueillir des données et de rassembler les meilleures informations et connaissances scientifiques disponibles (à l'échelle régionale) sur les effets des principaux polluants atmosphériques (en particulier les substances acidifiantes, l'azote nutritif, l'ozone, les composés organiques volatils, les métaux lourds, les polluants organiques persistants et les particules);
  - b) D'évaluer les effets de ces polluants sur l'environnement et sur la santé et d'identifier les risques qui y sont associés (y compris les risques pour les espèces menacées et les récepteurs sensibles dans l'environnement; les modifications qui en résultent de la productivité, de la stabilité ou de la biodiversité des écosystèmes; l'interaction avec les changements climatiques, etc.);
  - c) De dégager les tendances de l'impact et des effets; d'évaluer la régénération de l'environnement acquise et d'estimer les possibilités de régénération future;
  - d) De communiquer ces résultats aux décideurs et au grand public.
10. L'orientation des activités relatives aux effets, le classement par ordre de priorité des problèmes abordés et le calendrier de l'exécution des principales tâches - la production, le traitement et l'évaluation des données ainsi que la présentation des résultats - devraient fournir des connaissances scientifiques et des informations actualisées appropriées pour:
- a) La prise de décisions de principe (et de décisions pratiques) aux niveaux national et international;
  - b) L'examen et la révision des protocoles en vigueur (prévus pour 2004-2005);
  - c) L'élaboration éventuelle de nouveaux protocoles (débutant en 2005-2006); et
  - d) La poursuite de la communication aux parties intéressées et au grand public d'états de l'environnement et des effets sur la santé.

### III. MÉTHODE DE TRAVAIL

11. Par le passé, on s'est fondé sur l'évaluation des charges critiques pour les récepteurs sensibles et leurs dépassements en tant qu'indicateurs des «risques d'effets» régionaux à long terme pour l'environnement européen. Ces informations sont devenues l'élément central des démarches relatives aux effets sur lesquelles se sont appuyées les négociations des protocoles relevant de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance.
12. Les nouvelles priorités de l'Organe exécutif et les attributions ou les mandats modifiés du Groupe de travail des effets et de ses organes subsidiaires nécessiteront l'élargissement de cette démarche:
- a) Outre l'évaluation des «risques d'effets», une meilleure connaissance de la «production d'effets» (à savoir, le type de dommage produit ainsi que le lieu et le moment où il intervient) et des possibilités de reconstitution du milieu serait nécessaire;

b) La notion d'«effets» essentiellement restreinte à l'environnement devrait être étendue à la santé.

13. Le soutien des processus s'inscrivant dans le cadre de la Convention deviendra plus complexe. Tandis que par le passé la mise au point des stratégies à suivre était fondée sur l'évaluation de la relation entre les sources d'émissions et les risques potentiels à long terme pour les récepteurs sensibles dans l'environnement (exprimés en termes de charges ou de niveaux critiques et de leurs dépassements), à l'avenir cette analyse devra aussi englober le moment, le lieu et l'étendue des dommages, ainsi que la dynamique des possibilités de régénération de l'environnement par une diminution des expositions et des charges. Pour élargir ainsi la démarche, il faudra mieux connaître les risques, notamment en évaluant simultanément les différents impacts tels que l'acidification, l'eutrophisation, l'ozone troposphérique, les particules, les métaux lourds, les polluants organiques persistants et même les changements climatiques. Les dynamiques de chacun de ces effets peuvent différer à l'échelle spatiale et à l'échelle temporelle. Ce sera un véritable défi pour le Groupe de travail des effets et ses programmes internationaux concertés de participer à l'approfondissement des connaissances scientifiques devant permettre d'élargir la démarche dans le sens d'une évaluation plus dynamique des dommages causés à l'environnement, et de fournir les informations nécessaires pour soutenir les efforts visant à intégrer une telle démarche dynamique aux outils actuels de modélisation de l'évaluation intégrée.

14. L'application de cette démarche recentrée, et l'établissement de bases de données appropriées, de méthodes de modélisation et de méthodes cartographiques ainsi que de procédures permettant une évaluation globale, imposeront au Groupe de travail et à ses programmes un nouvel élargissement de leurs activités scientifiques et techniques en vue de fournir des résultats bien ciblés.

15. S'il est évident qu'une démarche élargie dans le sens d'une évaluation plus dynamique des modifications de l'environnement s'impose, les travaux sur les charges ou les niveaux critiques et sur leurs dépassements devront néanmoins rester un élément important de l'évaluation des risques à long terme. La notion de charges ou de niveaux critiques vise à prévenir les dommages sur de longues périodes et à conserver la biodiversité des écosystèmes (semi-)naturels. Elle est donc compatible avec la notion de viabilité, puisque le dépassement des charges ou des niveaux critiques met en péril la viabilité future de l'environnement. Des relations existent aussi entre la démarche statique portant sur les charges ou les niveaux critiques et les démarches dynamiques. Les relations dose-réponse et les limites critiques relatives aux effets qui sont employées dans les deux démarches sont essentiellement les mêmes. De nouvelles connaissances scientifiques sur les relations dose-réponse et sur les limites critiques permettront d'élaborer plus rapidement la démarche portant sur les charges ou les niveaux critiques et de mieux procéder à l'évaluation dynamique des modifications de l'environnement.

16. Les futures activités relatives aux effets devront être axées sur l'impact sur l'environnement des polluants visés par les protocoles à la Convention en vigueur, ainsi que sur leurs effets sur la santé, qui sont sur le point de devenir un élément moteur très important. Ces polluants sont en particulier ceux qui résultent de la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance ou qui y sont directement associés et incluent notamment (la liste ci-après n'étant pas nécessairement exhaustive):

- a) Les substances acidifiantes (soufre, azote);
- b) L'azote nutritif;
- c) L'ozone (troposphérique);
- d) Les composés organiques volatils;
- e) Les métaux lourds;
- f) Les polluants organiques persistants; et
- g) Les particules.

17. Tandis qu'il faut poursuivre et étendre la mise à jour des connaissances sur les effets des composés acidifiants, eutrophisants et oxydants (notamment en ce qui concerne les travaux sur les réactions de l'azote et les effets sur la biodiversité), il faut aussi accorder plus d'attention aux métaux lourds, aux polluants organiques persistants et aux particules.

18. L'évaluation de la situation actuelle et des tendances s'agissant des effets de la pollution atmosphérique doit être principalement (mais pas exclusivement) ciblée sur les éléments suivants:

- a) Les écosystèmes forestiers;
- b) La chimie et la biologie des eaux de surface;
- c) La corrosion ou la détérioration des matériaux, y compris les bâtiments et le patrimoine culturel;
- d) La végétation naturelle et les cultures;
- e) L'état biologique, chimique et physique d'écosystèmes choisis et bien définis;
- f) La santé.

19. Il faut poursuivre la surveillance/l'observation permanente à long terme des effets de la pollution atmosphérique, tout en augmentant l'efficacité de ces activités, notamment:

- a) En simplifiant ou en rationalisant les réseaux de surveillance, la collecte de données et la présentation des informations;
- b) En renforçant la coopération entre les activités de surveillance des différents programmes internationaux concertés (PIC), y compris en partageant les postes de surveillance; et
- c) En améliorant l'accès aux données disponibles pour les autres parties intéressées (qu'elles relèvent ou non de la Convention) et en concevant d'autres outils permettant de guider les utilisateurs dans leur interprétation et leur utilisation des données dans les modèles (relatifs aux effets).

20. Une démarche relative aux effets reste la principale méthode applicable pour la mise au point de mesures antipollution et l'évaluation de l'impact de leur application. Toutefois, pour certains polluants (par exemple, les POP) et dans certains cas particuliers, la détermination des limites critiques peut s'avérer difficile et leur emploi peu pratique. En conséquence, il faudrait, non seulement encore améliorer les charges et niveaux critiques, mais aussi s'investir davantage dans l'élaboration et l'application des méthodes d'évaluation des risques.

21. Afin que les données et les informations appropriées puissent être disponibles en vue de faciliter l'examen des politiques et des stratégies existantes de lutte contre la pollution atmosphérique ou d'en élaborer de nouvelles, il faut notamment accorder une attention particulière aux aspects suivants:

a) Le calcul de relations dose-réponse plus fiables (particulièrement dans des conditions opérationnelles);

b) L'évaluation des tendances des dommages et de la régénération de l'environnement, ainsi que de leurs rapports avec les mesures antipollution mises en application;

c) La production d'évaluations confirmées des biens et des ressources exposés et d'informations améliorées concernant l'utilisation des terres, et l'élaboration de méthodes harmonisées pour les cartographier, afin d'employer ces données pour l'évaluation des risques; et

d) L'évaluation des avantages de la lutte contre la pollution atmosphérique et des coûts des dommages et de la protection.

22. Une évaluation complète de l'impact possible des différents scénarios de lutte contre la pollution atmosphérique sur les récepteurs sensibles dans l'environnement nécessiterait, entre autres:

a) La poursuite de l'élaboration de modèles d'état stationnaire, prévoyant l'emploi de critères multiples en rapport avec les indicateurs chimiques et biologiques;

b) La poursuite de la mise au point de modèles dynamiques et leur application plus large; et

c) L'application d'autres méthodes appropriées, telles que l'analyse à plusieurs variables, les réseaux neuronaux artificiels, etc. (qui pourraient aussi contribuer à la pondération des facteurs entrant en jeu dans un impact donné).

23. Les informations supplémentaires fournies par ces activités, en ce qui concerne l'évolution des dommages et de la régénération de l'environnement dans le temps pourraient constituer le point de départ de la modélisation de l'évaluation intégrée et contribuer aux activités d'évaluation des risques à une plus grande échelle.

24. Il est admis que même dans leur version plus développée, les stratégies régionales de lutte contre la pollution atmosphérique axées sur les effets seront toujours fondées sur un ensemble de connaissances scientifiques mises en commun et limitées par celles-ci. En conséquence, la surveillance permanente et la recherche fondamentale de haut niveau concernant les effets dans



tous les domaines importants sont essentielles. Une bonne communication d'informations complètes et fiables sur les modifications observées de la qualité de l'environnement, qui sont dues aux effets de la pollution atmosphérique sur tous les groupes ciblés, est une condition préalable fondamentale pour assurer la continuité du soutien politique et financier à la conduite future des travaux s'inscrivant dans le cadre de la Convention.

#### IV. ORGANISATION DU TRAVAIL

25. Le Groupe de travail des effets et son Bureau élu sont responsables de la planification détaillée des activités relatives aux effets, de la coordination de celles-ci et de l'établissement de rapports les concernant, tandis que les aspects concrets de la mise en application du plan de travail relèvent du Bureau élargi du Groupe de travail des effets, composé des membres du Bureau et de représentants des différents programmes/équipes spéciales et des centres de coordination.

26. Les principales activités concertées, relatives aux effets, qui sont menées à l'échelle internationale dans le cadre de la Convention, sont actuellement au nombre de sept; pour chacune d'elles, une institution agréée, au cours des sessions annuelles de l'Organe exécutif de la Convention, par les gouvernements, les Parties à la Convention se chargent des services permettant de garantir une coordination internationale efficace. Actuellement, ces programmes, les pays qui en sont les chefs de file et les institutions choisies et agréées de coordination sont les suivants:

- a) Le Programme international concerté (PIC) pour l'évaluation et la surveillance des effets de la pollution atmosphérique sur les forêts, ayant l'Allemagne pour chef de file (Centre fédéral de recherche en foresterie et produits forestiers à Hambourg, Allemagne);
- b) Le PIC d'évaluation et de surveillance de l'acidification des cours d'eau et des lacs, ayant la Norvège pour chef de file (Institut norvégien pour la recherche sur l'eau à Oslo, Norvège);
- c) Le PIC relatif aux effets de la pollution atmosphérique sur les matériaux, y compris ceux des monuments historiques et culturels, ayant la Suède pour chef de file (Institut suédois de la corrosion à Stockholm, Suède);
- d) Le PIC relatif aux effets de la pollution atmosphérique sur la végétation naturelle et les cultures, ayant le Royaume-Uni pour chef de file (Institute of Terrestrial Ecology à Bangor, Royaume-Uni);
- e) Le PIC de surveillance intégrée des effets de la pollution atmosphérique sur les écosystèmes, ayant la Suède pour chef de file (Institut finlandais de l'environnement à Helsinki, Finlande);
- f) Le PIC de cartographie des niveaux et des charges critiques, ayant l'Allemagne pour chef de file (Institut national de la santé publique et de l'environnement à Bilthoven, Pays-Bas);
- g) L'Équipe spéciale des aspects sanitaires de la pollution atmosphérique, ayant pour chef de file le Centre européen pour l'environnement et la santé de l'OMS, Bureau de Bonn, Allemagne).

27. En s'efforçant d'élargir les activités relatives aux effets et en particulier de faire en sorte que l'utilisation des ressources disponibles soit efficace, le Groupe de travail des effets pourrait aussi examiner les autres options possibles pour favoriser le rassemblement des activités et tâches apparentées rentrant dans le cadre de la Convention ou l'établissement de liens plus étroits entre ces activités et tâches. À ces fins, il pourrait être utile d'entreprendre quelques monographies approfondies ainsi que de modéliser et cartographier les effets et d'évaluer les dommages et la régénération de l'environnement dans un contexte plus large, par exemple dans un environnement terrestre, aquatique ou bâti.

28. Une autre possibilité pourrait être l'organisation, si nécessaire, de réunions communes entre les différentes équipes spéciales des programmes (par exemple, PIC-Végétation et PIC-Forêts, PIC-Forêts et PIC-Surveillance intégrée, PIC-Surveillance intégrée et PIC-Eaux, ou PIC-Cartographie et PIC-Surveillance intégrée) avec la participation, le cas échéant, de l'Équipe spéciale des aspects sanitaires de la pollution atmosphérique.

29. D'autres options consistent à créer des groupes d'experts communs spéciaux afin que ceux-ci examinent des problèmes particuliers, qu'ils effectuent des tâches de courte durée et qu'ils mènent des études de cas particulières. Toutefois, ces groupes spéciaux ne devraient pas faire partie de la structure officielle dépendant du Groupe de travail des effets, mais devraient être investis de tâches clairement définies et suivre des calendriers précis pour l'exécution de leurs travaux.

30. À long terme, en fonction de l'élargissement futur des activités dans le cadre de la Convention et de son Organe exécutif, une collaboration et une intégration plus étroites pourraient conduire au regroupement des activités relatives aux effets sous l'égide d'un plus petit nombre d'organes subsidiaires. Toutefois, avant toute modification de la structure organisationnelle du Groupe de travail, des études des coûts et des avantages ainsi que de l'efficacité devraient être entreprises en étroite collaboration avec l'Organe exécutif.

31. Une attention particulière devrait être accordée à la collaboration effective avec d'autres organes ou d'autres groupes dépendant de l'Organe exécutif, en particulier avec l'Organe directeur de l'EMEP, ses centres et ses équipes spéciales. Les activités relatives aux effets s'inscrivant dans le cadre de la Convention ne pourront s'améliorer sans une collaboration mutuellement bénéfique avec les organes et les programmes compétents qui ne relèvent pas de la Convention. Ces activités devraient en particulier être menées conjointement avec le Programme pour la salubrité de l'air en Europe (CAFE) de la Commission européenne, avec les activités de l'Agence européenne de l'environnement, avec celles de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, etc.

## V. CONCLUSIONS

32. L'Organe exécutif a souligné qu'il était important de disposer d'une base scientifique solide pour l'application efficace de la Convention, et a constaté qu'il était essentiel de maintenir et d'étendre les réseaux scientifiques qui ont été établis lors de l'élaboration des protocoles en vigueur. Il a demandé au Groupe de travail des effets de fournir les éléments scientifiques de base nécessaires à l'examen des effets, y compris la régénération de l'environnement et le rétablissement de la santé consécutifs aux réductions des émissions prévues par les protocoles, et de procéder à des évaluations concernant les dommages et les avantages. Le Groupe de travail a

aussi été prié de signaler à l'attention de l'Organe exécutif toute nouvelle menace causée par la pollution atmosphérique, ou toute modification des menaces déjà connues, dont il estimerait qu'elle pourrait nécessiter une intervention des pouvoirs publics (EB.AIR/1999/5, par. 4 et 7).

33. L'Organe exécutif a prévu que les activités relatives aux effets se poursuivraient dans le cadre des programmes internationaux concertés et qu'elles seraient planifiées et gérées par les équipes spéciales et soutenues par les centres de coordination. Les compétences de ces entités, leur savoir-faire technique, leurs installations et leurs capacités devraient au besoin être mises en commun pour garantir l'utilisation la plus efficace possible des ressources disponibles aux fins des travaux exécutés dans le cadre de la Convention.

34. En s'acquittant de son mandat et en répondant aux besoins de l'Organe exécutif, le Groupe de travail devrait accorder un haut degré de priorité à l'évaluation de la dynamique des modifications passées et futures de l'acidification et de l'eutrophisation et de leurs effets, et aux effets sur l'environnement et la santé de l'ozone, des particules, des métaux lourds et des polluants organiques persistants. Tout en continuant à œuvrer à l'amélioration de la couverture géographique de l'ensemble de la région de la CEE, il faudrait accorder plus d'attention à l'intensification de la collaboration avec l'Amérique du Nord, aux problèmes particuliers du bassin méditerranéen et à l'établissement d'une collaboration avec les nouvelles Parties à la Convention.

35. L'un des défis importants sera l'instauration de partages et d'échanges appropriés, tant sur le plan national qu'international, des informations et des connaissances relatives aux effets. Les résultats des activités relatives aux effets pourraient contribuer de manière substantielle à une plus grande sensibilisation aux problèmes importants en matière d'environnement et de santé, liés à la pollution atmosphérique, et doivent donc être mis à la disposition des parties intéressées, des décideurs et du grand public.

36. Les principales tâches planifiées pour la période 2001-2004 sont présentées dans le projet de plan de travail à moyen terme concernant le développement des activités relatives aux effets (EB.AIR/WG.1/2001/5). La spécification des tâches liées à la mise en œuvre de la stratégie à long terme au-delà de cette période dépendra des résultats de l'examen futur des protocoles et des nouvelles priorités de l'Organe exécutif.

-----